

Reconstruire l'école en Afghanistan

Martine Storti, IGEN, et Denis Ballini, chargé de mission à la DRIC, se sont rendus en Afghanistan dans le cadre d'une mission d'aide à la rescolarisation des élèves afghans. Nous donnons ici des éléments de leur rapport décrivant la mise en œuvre de projets mais surtout la situation de la scolarisation.

Denis Ballini avec qui nous avons pris contact nous écrit que : « cette publication peut aider à soutenir la reconstruction du système éducatif afghan en créant des relations et éventuellement des partenariats entre établissements français et afghans ».



en œuvre en conséquence avec l'aide des représentants locaux de « ACTED ».

Compte tenu des coûts de construction constatés à Mazâr-E-Charif, très inférieurs à ceux pratiqués à Kaboul, il devrait être possible (avec un soutien du MEN à hauteur de 40 000 euros) d'assurer cette réhabilitation et celle nécessaire à l'installation du lycée Esteqlâl dans un local qu'il reste à identifier avec les autorités locales de l'éducation. Ce dossier devra être suivi par le chef de projet éducation.

Lors de l'entretien que nous avons eu avec lui, le nouveau directeur provincial a critiqué la qualité de certaines réhabilitations coordonnées par l'UNICEF, ce qui n'est guère étonnant vu l'absence de cahier des charges imposé aux ONG pour les travaux¹. Il convient que les réhabilitations soutenues par la France aient un niveau d'exigence en conséquence (toit, huisserie, eau, électricité, toilette, mobilier, équipement).

MAZAR-E-CHARIF

L'ouverture d'un lycée Esteqlâl - projet porté par l'association « Solidarité Panshir » et par le directeur afghan Mohammad Babur du lycée Esteqlâl de Doushanbé (Tadjikistan) - a pris du retard pour différentes raisons (difficultés rencontrées par M. Babur pour revenir en Afghanistan, suivi insuffisant du dossier de la part de ses correspondants sur place auprès de la direction provinciale de l'éducation, changement du directeur en février sans transmission des dossiers de la part de son prédécesseur...)

L'attribution du local initialement prévu en janvier pour installer le futur lycée Esteqlâl n'a pu se concrétiser. En effet, pour permettre d'assurer la rentrée pour le maximum d'élèves, les locaux (en mauvais état et non réhabilités) sont affectés au lycée Kazi Hamid Adine, détruit, qui possède une équipe administrative et pédagogique et qui scolarise 1 000 élèves



Aucun engagement avec d'autres partenaires n'ayant été enregistré par la direction provinciale de l'éducation et par l'UNICEF, le directeur a noté avec satisfaction celui de la France. Le dossier en cours avec « Solidarité Panjshir » sera mis

Il a également demandé une aide pour la (re) scolarisation des filles qui passe selon lui par la construction d'établissements neufs qui leur seraient destinés et qui pourraient « être des établissements modèles au plan pédagogique ». Deux ter-

rains sont déjà prêts à Mazâr-E-Charif pour répondre à cet objectif. Des propositions pourront être faites en conséquence auprès de collectivités territoriales cherchant à identifier des projets d'aide à l'Afghanistan.

PUL-I-KHUMRI

C'est une grosse agglomération de 120 000 habitants qui héberge actuellement un nombre assez important de réfugiés ou de déplacés (entre 3 000 et 8 000 familles selon les diverses estimations, soit entre 15 000 et 40 000 habitants). Les besoins en réhabilitation d'écoles sont très importants avec une demande extrêmement forte de la part de la population. Les établissements visités correspondaient à ceux pour lesquels l'ONG ACTED avait préparé des devis de réhabilitation, suite à des demandes faites lors de la mission de janvier.



Lycée de jeunes filles
« Bibi Fatematuz Zahra »

Plus de 3 000 élèves y sont attendues avec un encadrement de 98 enseignants. Nécessité de fonctionner en triple flux, à cause du nombre insuffisant de salles disponibles. Aux travaux de réhabilitation s'ajoute la nécessité de construire des classes supplémentaires compte tenu des effectifs, de multiplier le nombre des sanitaires et de contribuer à l'équipement.

Lycée « Number Awal » de garçons



Il accueille 3 000 élèves (et 600 élèves seraient déjà sur une liste supplémentaire montrant bien l'ampleur des besoins) avec un encadrement de seulement 55 enseignants, obligeant à fonctionner en triple flux. L'effectif moyen des classes est d'environ cinquante élèves.

Pour ces deux établissements, le financement pourrait être apporté par le sénat et les travaux réalisés par ACTED dans le cadre d'une convention entre ces deux partenaires.

KABOUL

La date du samedi 23 mars restera certainement comme celle d'un jour de joie dans l'histoire de l'Afghanistan du XXI^e SIÈCLE. Ce jour-là en effet des centaines de milliers d'enfants, filles et garçons (un million et demi selon l'UNICEF et le gouvernement intérimaire) sont retournés à l'école avec une excitation et une joie manifestes que partageaient parents et enseignants. Ce fut la « journée nationale de l'Éducation » marquée dans de nombreuses écoles par des fêtes : chorales, danses, poésies...

À Kaboul, contrairement à ce qui se passait en janvier dernier, de nombreuses enseignantes, et parfois même des mères, sont arrivées à l'école sans tchadri et en étaient manifestement fières et heureuses.

Rappelons que dans ces locaux délabrés, souvent exigus, s'entassaient des milliers d'élèves. Des établissements dans lesquels, en France, n'iraient pas plus de 200 élèves, en accueillent à Kaboul 2 500 à 3 000. Dès lors, dans presque tous les établissements, les élèves viendront par vagues de deux, souvent de trois. Dans ce cas, guère plus de 3 heures d'enseignement seront assurés quotidiennement pour chaque vague.

Mais ce jour du 23 mars, tout cela paraissait ne pas compter, comme ne comptaient pas cet hiver pour les cours de rattrapage scolaire le froid et l'humidité tant existe dans ce pays le désir d'éducation.

Aux lycées franco-afghans Esteqlâl (garçons) et Malalai (filles), les travaux de réhabilitation sont en voie d'achèvement. Les trois chefs d'établissement français et les six enseignants ont pris leurs fonctions depuis plusieurs semaines. Par ailleurs, 115 enseignants afghans sont prévus pour 3 500 élèves dans le premier établissement et 100 pour les 2 500 élèves du second. La reprise de l'enseignement du français est prévue à trois niveaux (3^e, 7^e et 10^e année).

Trois projets de réhabilitation et d'équipement d'écoles sont mis en œuvre par l'association NEGAR avec un soutien du ministère de l'Éducation nationale (70 000 euros) et des syndicats d'enseignants.



École Wazir Akbar Khan
(dans le quartier Parwan)

Et tout cela, cette joie, ce plaisir, malgré des conditions matérielles très difficiles : écoles sans toit, écoles aux murs décrépis et parfois effondrés, écoles sans mobilier scolaire...

La campagne « Back to School » de l'UNICEF a cependant permis la distribution de fournitures scolaires (cahiers, crayons, règles, livres...), mais limitée aux seuls élèves du primaire (6 premières années).

Grâce au travail préparatoire réalisé par Chantal Véron et au cofinancement directement disponible de l'opération « Afghanistan : libérer le savoir », les travaux sont en cours et devraient être terminés d'ici la mi-avril. La rentrée s'est effectuée au milieu du chantier de réha-

billitation et a donné lieu à une très forte affluence.

Par mesure de prudence et pour permettre un rythme plus élevé des travaux, il a été souhaité que les cours puissent être suspendus pour une dizaine de jours. Il semble que la volonté d'être à l'école ait été plus forte et que les cours continuent en utilisant un bâtiment sur les deux de l'école.

Les effectifs sont de 2000 élèves (dont 900 filles) avec un encadrement assuré par 80 enseignants (dont 60 femmes). Le fonctionnement s'effectue en triple flux.

École Naswan

Les travaux devraient commencer prochainement.



L'école accueille 2000 élèves, de la 1^{re} à la 9^e année.

École Deh Kepak

Les problèmes de coordination des réhabilitations entre le ministère afghan de l'éducation et l'UNICEF ont conduit à ce que la remise en état du lycée Dorkhanai, pourtant actée par les deux parties et par l'association NEGAR, soit confiée à un autre partenaire capable d'intervenir immédiatement. Cela repose la question de la rapidité de la réponse en situation d'urgence et des procédures le permettant. Par ailleurs il semble que le ministère afghan de l'éducation accorde des autorisations de travaux pour une même école à plusieurs associations ou ONG!

L'ampleur des établissements en attente de moyens pour être réhabilités a permis d'identifier rapidement une autre école dans un quartier populaire, l'école Deh Kepak, qui compte 3 500 élèves (dont 2 000 filles) avec un fonctionnement en triple flux.

A noter que dans cet établissement, 1 100 élèves sont scolarisés en 1^{re} année (équivalent du cours préparatoire) dont 800 filles âgées de 6 à 13 ans. L'organisation

pédagogique de ces classes devrait permettre des regroupements d'âge pour aider, avec des cours de rattrapage pendant les périodes de congé, à ce que les plus « âgées » puissent avancer plus rapidement dans la scolarité avec la possibilité de sauter une classe.

Il est important d'accompagner ce type d'expérience afin de pouvoir en tirer des enseignements permettant d'apporter des solutions plus globales à ce problème fondamental du rattrapage scolaire des filles interdites d'école sous les Talibans.

Aux projets détaillés ci-dessus s'en ajoutent deux autres, celui de la construction en cours d'un lycée de filles à *Hannaba* (vallée du Panjshir), projet

porté par l'association « Afghanistan libre » et soutenu à hauteur de 50 000 euros par le MEN, et celui d'une école primaire à *Istalif* (plaine de Chamali), projet de l'association « Afghanistan Bretagne » (soutien de 50 000 euros par le MEN). Le temps nous a manqué pour retourner dans ces deux lieux.



D'AUTRES PROJETS POUR D'AUTRES PARTENAIRES

Ce parcours dans quelques villes ou campagnes afghanes nous a permis de prendre à nouveau la mesure de :

- La permanence des difficultés matérielles en termes de locaux, d'équipements, de nourriture suffisante pour les enfants, de paiement des salaires des fonctionnaires en général et des enseignants en particulier. Si un deuxième mois vient d'être payé pour ceux de Kaboul, il semble que rien n'ait été versé dans les autres régions traversées, sauf à Djalalabad grâce à un engagement du gouverneur, nous a-t-on dit. Les sommes payées, quand elles le sont, sont inférieures à 50 US\$, auxquelles il faut rajouter quelques avantages sous forme de bons de nourriture. Les sommes avancées par les enseignants comme correspondant à un minimum vital sont d'environ 100 US\$ en province et 150 US\$ à Kaboul (forte augmentation des prix due à la présence internationale).

- Une attente explicite à l'égard de la France, en particulier dans le domaine de la formation des professeurs avec des demandes faites par les représentants de l'administration et par les enseignants eux-mêmes. Il importe de monter des programmes de formation avec les instituts pédagogiques afghans et des IUFM français. Les lycées Esteqilâl et Malâlâi de Kaboul, le Centre pour l'Enseignement du Français en Afghanistan (CEFA) et les enseignants français qui y sont rattachés devraient pouvoir aussi jouer un rôle de formation et de documentation dans la capitale et dans les provinces.

1 La même situation s'est produite au Kosovo lors des réhabilitations d'établissements scolaires effectuées en 1999 et 2000. Il semble que les leçons d'expériences antérieures ne soient pas vraiment tirées !